



## Les Cahiers d'EMAM

Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée

28 | 2016

Espace(s) public(s) en Méditerranée

---

# Relogement des quartiers informels et conflits pour l'espace public. Le cas de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli (Constantine, Algérie)

*Relocation from informal housings and conflicts for local public places. Case study inside the new city of Ali Mendjeli (Constantina, Algeria)*

Brahim Benlakhlef et Pierre Bergel

---



### Édition électronique

URL : <http://emam.revues.org/1226>

DOI : 10.4000/emam.1226

ISSN : 2102-6416

### Éditeur

Équipe Monde arabe Méditerranée (EMAM)  
- CITERES

### Édition imprimée

ISBN : 1969-248x

ISSN : 1969-248X

Ce document vous est offert par Université  
Rennes 2



### Référence électronique

Brahim Benlakhlef et Pierre Bergel, « Relogement des quartiers informels et conflits pour l'espace public. Le cas de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli (Constantine, Algérie) », *Les Cahiers d'EMAM* [En ligne], 28 | 2016, mis en ligne le 14 juillet 2016, consulté le 07 novembre 2017. URL : <http://emam.revues.org/1226> ; DOI : 10.4000/emam.1226

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 novembre 2017.



*Les Cahiers d'EMAM* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Relogement des quartiers informels et conflits pour l'espace public. Le cas de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli (Constantine, Algérie)

*Relocation from informal housings and conflicts for local public places. Case study inside the new city of Ali Mendjeli (Constantina, Algeria)*

**Brahim Benlakhlef et Pierre Bergel**

---

## Introduction

- 1 Crise du logement et habitat précaire sont des problèmes récurrents dans les villes algériennes. Depuis le début des années 2000, l'État tente d'y répondre par la mise en œuvre d'importants programmes de construction de logements, d'infrastructures, d'équipements publics. Mobilisant des sommes colossales, ces programmes touchent l'ensemble des villes et y produisent des effets tangibles. En une quinzaine d'années, des centaines de milliers de ménages ont ainsi pu accéder à des logements neufs et confortables, leurs conditions de vie s'améliorant en profondeur.
- 2 Une bonne partie de ces programmes vise à reloger les populations des quartiers précaires, notamment celles issues des bidonvilles mais, pour ces ménages modestes, les améliorations matérielles ne suffisent pas à réduire la précarité dont elles sont l'objet. Transférées en masse dans des cités périphériques sans qu'aucun accompagnement social n'ait été prévu, ces populations vivent mal leur relogement et les quartiers neufs où elles s'installent connaissent des épisodes récurrents de violences urbaines. Par exemple à Alger, dans les quartiers de Baraki, Ain El Malha, Dely Brahim, Birtouta ou à Oran, dans les quartiers El Nour, El Yasmine, El Sabah. À Constantine, les violences constatées dans la nouvelle ville d'Ali Mendjeli à partir de janvier 2014 alimentent la presse locale. Au centre

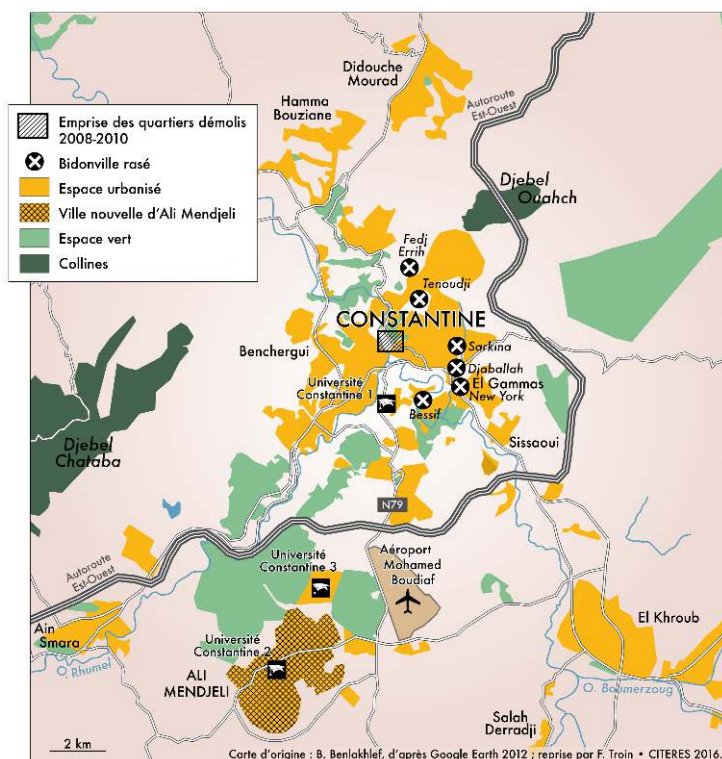
de ces dernières, le contrôle des espaces publics, notamment les parcs informels de stationnement automobile.

- 3 Prévu pour faciliter l'adaptation, le déplacement à l'identique des voisinages anciens a souvent aggravé les difficultés. C'est le cas à Ali Mendjeli, où le maintien des liens de proximité et d'interconnaissance a paradoxalement développé des pratiques conflictuelles pour le contrôle de micro-lieux, que certains groupes d'habitants considèrent de leur usage exclusif : portions de rues, parkings, places, etc. ; en bref, tout espace public susceptible d'accueillir une activité pécuniairement profitable. En Algérie, la citoyenneté est marquée par une articulation étroite entre l'espace privé de la résidence et l'espace public attendant, fréquemment dédié à l'activité économique (Semmoud, 2009, 102-103). L'articulation entre résidences et activités donne son attrait et son épaisseur sociale à la ville algérienne et la nouvelle ville d'Ali Mendjeli peut à ce titre apparaître comme une réussite urbaine, relevée par plusieurs auteurs comme Marc Côte (2006), Nadia Kerdoud (2012) ou Ahcène Lakehal (2013). Revers de la médaille, cette juxtaposition peut attiser les conflits lorsque les « bonnes places » sont rares et que les prétendants sont à la fois trop pauvres et trop nombreux. À Ali Mendjeli, les habitants relogés se comptent par dizaines de milliers et ils sont pour la plupart de condition très modeste. Beaucoup d'entre eux proviennent en outre des bidonvilles constantinois, là où fonctions résidentielles et activités économiques sont particulièrement imbriquées. Du fait de cette imbrication, l'arrivée de ces populations s'accompagne d'une reconfiguration généralisée dans l'usage et le partage des espaces publics de la nouvelle ville.
- 4 Notre étude s'appuie sur l'analyse des processus de délogement/relogement observés dans l'agglomération constantinoise depuis 2008. Nos premières enquêtes se sont intéressées aux démolitions de trois quartiers informels péricentraux, suivies d'un transfert autoritaire de leurs habitants dans des logements neufs situés dans la nouvelle ville. Les opérations ont été menées dans la tension entre 2008 et 2011 et elles ont durablement marqué les esprits (Bergel, Benlakhlef, 2013). Nos enquêtes ont été poursuivies en 2014, période durant laquelle nous avons interrogé les familles nouvellement installées à Ali Mendjeli sur leurs conditions de vie, leurs rapports à de nouveaux espaces quotidiens et les relations qu'elles entretiennent avec leurs voisins (Benlakhlef, 2014). Nous les avons complétés par un recensement d'articles de presse abordant les difficultés de la vie quotidienne à Ali Mendjeli.
- 5 Comme le rappelle A. Lakehal (2013, 29), la production académique concernant la nouvelle ville d'Ali Mendjeli est abondante. Sans nier l'attraction que suscitent ses équipements sur l'ensemble de la population constantinoise (Lakehal, 2013 ; Kerdoud, 2012), les développements qui suivent entendent toutefois mettre l'accent sur les déficits d'urbanité que présente Ali Mendjeli (Foura, Foura, 2005 ; Makhloufi, 2005 ; Naït Amar, 2013). Y a-t-il une relation de cause à effet entre ces déficits et la montée d'un climat de violence enregistrée depuis 2014 ? À partir des enseignements livrés par nos différentes enquêtes, nous postulons que les conflits apparus dans la ville nouvelle sont causés par un délogement brutal touchant des populations pauvres et mal insérées dans la société. Ces délogements ont détruit des pratiques citadines et des rapports sociaux progressivement élaborés dans les espaces de vie d'origine sans que puissent s'inventer, au moins à court terme, de nouvelles formes de régulation sociale et urbaine. Objet de rivalités, les espaces publics apparaissent comme un marqueur particulièrement sensible de la crise urbaine qui affecte Ali Mendjeli depuis quelques années.

## Ali Mendjeli, un creuset pour les délogés de Constantine

- 6 Depuis sa création en 1999, la nouvelle ville a permis le relogement de la plupart des habitants des bidonvilles qui ceinturaient Constantine, faisant monter sa population à plus de 180 000 habitants en moins de quinze ans. Des centralités sont apparues autour des nombreux commerces privés installés en rez-de-chaussée des artères principales et autour des nouveaux centres commerciaux dédiés au prêt-à-porter. De ce fait, l'activité commerçante d'Ali Mendjeli est très dynamique. Elle attire de nombreux Constantinois, ainsi que des populations résidant dans les communes voisines d'Ain Smara et d'El Khroub (Kerdoud, 2012).
- 7 En dépit de ce dynamisme, Ali Mendjeli n'offre pas le cadre de vie espéré (Lakehal, 2013 ; Meghraoui-Chougiat, 2006 ; Naït-Amar, 2013) car certains de ses quartiers sont marqués par l'insécurité et les conflits de voisinage. Régulièrement, la presse fait état de rixes qui peuvent dégénérer en batailles rangées et, parfois, se terminer de manière dramatique. En 2013, le rapt et l'assassinat de deux enfants a ainsi tenu en émoi l'ensemble de l'opinion algérienne durant plusieurs semaines. Cet événement a par ailleurs déclenché des manifestations de rue qui ont concerné toute l'agglomération constantinoise. Plus régulièrement, des conflits se développent entre différents groupes de jeunes gens pour le contrôle de l'activité informelle sur les espaces publics, rappelant que la nouvelle ville n'offre pas le cadre de vie idyllique promis par les autorités.
- 8 Avec un rythme de 3 000 logements construits annuellement, l'augmentation de la population d'Ali Mendjeli est corrélée au nombre de logements achevés. Chaque année, les autorités identifient les quartiers précaires à démolir et établissent un calendrier des opérations de transfert en fonction des logements neufs disponibles. En 2015 encore, des habitants originaires des anciens bidonvilles sont venus grossir la population de la nouvelle ville, processus que M. Côte avait déjà signalé en 2006 (Côte, 2006). Jusqu'aux années 2000, l'agglomération constantinoise concentrait 75 bidonvilles abritant plus de 80 000 habitants qui vivaient dans 11 628 baraques (Boussouf, 2006). Depuis, plusieurs opérations d'éradication ont été menées, qui ont permis de reloger plus de 10 000 familles issues des bidonvilles les plus importants (*New York, Carrière-Gance, Tenoudji, Bessif*). Les opérations menées en 2013 et au début de 2014 ont quant à elles concerné les bidonvilles de *Fedj Errih* (1 400 familles), situé à proximité du quartier Émir-Abdelkader et le bidonville *Djaballah* (550 familles), près du quartier populaire de Oued El Had. Elles ont été précédées par un épisode inédit dans l'histoire urbaine de l'Algérie indépendante : la démolition des trois quartiers de Bardo, Djenan Tchina et Avenue de Roumanie situés à proximité du centre historique de Constantine, sur les versants de la vallée de l'oued Rhumel. Comme les bidonvilles, ces trois quartiers étaient informels et construits sans autorisation ni règles d'urbanisme. Cependant, contrairement aux bidonvilles, dont la durée de vie est en général plus courte, ils étaient anciens et construits en dur. Les 2 500 familles qui habitaient ces quartiers, parfois depuis deux générations, ont également été relogées à Ali Mendjeli entre 2008 et 2011, augmentant les effectifs des populations transférés des quartiers précaires vers la nouvelle ville (Fig. 1). Les délogements ont également concerné des populations touchées par les glissements de terrain, par les risques de contamination à l'amiante (cité Ameziane) ou par les risques d'écroulement de bâtiments dans le centre historique menaçant ruine.

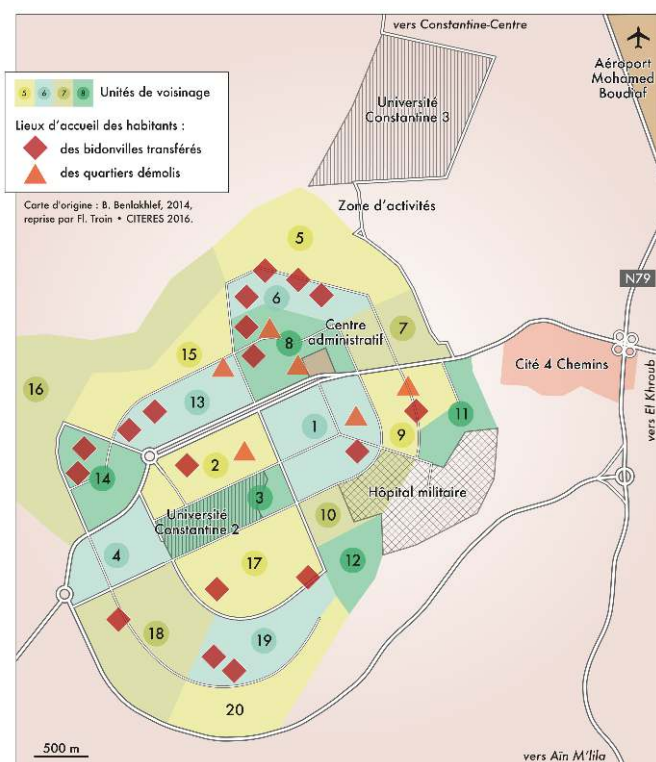
Fig. 1. Quartiers précaires et bidonvilles rasés à Constantine depuis 2002.



Carte d'origine : B. Benlakhlef, d'après *Google Earth* 2012 ; reprise par F. Troin • CITERES 2016.

- 9 Aujourd'hui, les habitants issus des bidonvilles et des quartiers précaires représentent une part importante du peuplement de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli. Sur ses 30 000 logements, plus de 10 000 leur ont été affectés, ce qui représente une population estimée à 50 000 personnes. Sur l'ensemble des vingt unités de voisinage (UV) que compte la nouvelle ville, dix ont accueilli des habitants originaires de quartiers précaires et cinq leur ont été exclusivement réservées (Fig. 2). Huit sont consacrées aux logements sociaux et aux logements promotionnels, deux aux logements individuels auto-construits. En plus des logements, la nouvelle ville accueille deux universités (Constantine 2 et Constantine 3) qui regroupent plus de 16 000 étudiants, dont près de 10 000 résident sur place. À terme, près de 40 000 étudiants devraient fréquenter les deux établissements.

Fig. 2. Populations relogées à Ali Mendjeli.



Carte d'origine : B. Benlakhlef, 2014, reprise par Fl. Troin • CITERES 2016.

- 10 Ainsi constitué, le peuplement d'Ali Mendjeli se présente comme une mosaïque. Les niveaux sociaux, économiques, culturels des différents groupes d'habitants y sont si divergents que la cohabitation peut parfois s'avérer délicate. De plus, le rythme soutenu des transferts réalisés depuis 2000 a provoqué une mise en contact entre des catégories sociales qui, dans l'ancienne configuration, n'avaient pas prédisposition à vivre ensemble. Difficiles à établir, les relations sociales peinent en outre à se maintenir, du fait de modifications incessantes dans la composition des voisinages. Comme le constate J.-M. Ballout (2014, 422), « Les habitants-résidents insistent sur le mélange de classes sociales, autant à l'échelle de la résidence qu'à celles des espaces intermédiaires, de l'îlot ou du quartier, comme étant à l'origine de leur mauvaise perception du voisinage. [...] La stigmatisation des habitants installés dans le cadre de programmes de relogements est très fréquente. Taxés de "bidonvillois", ces habitants apparaissent comme les boucs émissaires des maux urbains ». Si l'accroissement rapide de la population nuit à la qualité de l'accueil, la mixité résidentielle forcée favorise un climat de tension, dans lequel de banales querelles de voisinage peuvent aisément dégénérer. Résultat de cette politique de « remplissage » à visée exclusivement quantitative, la nouvelle ville est devenue le creuset des délogés de Constantine. Théoriquement dédié à l'interaction sociale, l'espace public urbain s'y est fragmenté en une multitude de micro-lieux, qui représentent autant d'objets de litiges.

## Les délogés : entre deux marginalisations

- 11 Les populations délogées des bidonvilles ont été majoritairement installées dans des unités de voisinage périphériques situées à deux ou trois kilomètres du centre de la nouvelle ville. Ces périphéries sont accessibles par les transports, individuels ou collectifs mais elles ne disposent pas des équipements de base. Leurs habitants doivent donc parcourir de longues distances pour leurs achats usuels et, de ce fait, beaucoup d'entre eux ont le sentiment d'être passés d'une marginalisation à une autre. Les enquêtes montrent en outre que les citoyens issus des bidonvilles n'ont pas été préparés à leur nouveau cadre de vie. Ayant vécu dans des baraques de fortune, ils n'ont jamais connu le confort d'un logement moderne disposant de l'eau courante, de l'électricité ou du gaz de ville.
- 12 Pour ces habitants, entrer dans un logement neuf représente un rêve qui se réalise et les entretiens révèlent qu'ils en sont très reconnaissants aux pouvoirs publics. Mais, ces entretiens révèlent aussi des sentiments mitigés, dans la mesure où les populations relogées se sentent simultanément abandonnées par les autorités. En lieu et place de la nouvelle vie dont ils avaient rêvé, le déplacement n'a pas fait disparaître les maux qui sévissaient dans le bidonville ou le quartier informel d'origine : chômage des jeunes, drogue, violence. Pour les autorités, le transfert vers un logement neuf semble pourtant constituer un moyen suffisant pour éradiquer la misère. Au niveau national, le gouvernement met volontiers en avant le million de logements construits depuis l'accession au pouvoir de l'actuel Président de la République Abdelaziz Bouteflika, le total étant largement supérieur<sup>1</sup>. Vu sous un angle exclusivement quantitatif, ces opérations apparaissent comme autant de succès. Sous l'angle qualitatif, les pouvoirs publics ont toutefois négligé un aspect central : la dimension sociale des politiques de relogement. Le climat de tensions et de violences qui sévit dans beaucoup de nouveaux quartiers périphériques des villes algériennes, notamment à Ali Mendjeli, rappelle ces carences avec une particulière acuité.

## Marquage des espaces publics et conflits de voisinage

- 13 Occupées par les enjeux techniques liés à la construction et à l'urbanisation de vastes superficies, les autorités publiques n'ont mis en œuvre aucune politique d'accompagnement social alors que les ménages concernés appartiennent aux catégories les plus démunies de la population. De plus, celles-ci véhiculent des pratiques où le collectif prime sur l'individuel et où reste omniprésente la double appartenance à un groupe et à un territoire de référence. Ces spécificités ne facilitent pas la cohabitation avec d'autres populations. Elles entravent également le partage des espaces publics et des pratiques de citoyenneté, qui se construisent par ailleurs dans la ville nouvelle.
- 14 Subissant le relogement, les habitants des bidonvilles ont consolidé leurs solidarités antérieures, non pas pour améliorer leurs conditions de vie mais pour défendre des espaces considérés comme de nouveaux territoires à s'approprier. Ainsi constitués, ces groupes considèrent l'autre comme un étranger *a priori* hostile, ce qui explique les conflits de voisinage, particulièrement concentrés dans les Unités de voisinage



périphériques, là où ont été installées les populations délogées des bidonvilles. Les nouveaux arrivants s'essaient à une appropriation des espaces publics, « c'est-à-dire des actions et des symboles mobilisés par un individu ou un groupe en vue d'organiser son cadre de vie et lui donner sens » (Semmoud, 2009, 102). À peine ont-ils pris possession de leurs nouveaux appartements que les habitants issus des quartiers précaires occupent l'espace public afin de signifier qu'il s'agit d'un territoire qui leur appartient (places, parkings, aires de jeux pour enfants, etc.). Les espaces libres et les terrains vagues sont transformés en marchés informels ou en parcs de stationnement payants (Fig. 3) dont les redevances sont perçues par des jeunes gens qui fixent les tarifs et obligent les automobilistes à payer. Sources de profits potentiels, les espaces publics constituent donc un enjeu, générant des conflits qui peuvent parfois se transformer en affrontements. Les espaces publics sont donc au cœur des tensions qui parcourent la nouvelle ville d'Ali Mendjeli. Ils sont vus comme de potentielles sources de revenus à accaparer, plutôt que comme des lieux de détente, de loisir, de rencontre ou d'échanges (Mebirouk *et al.*, 2005).

Fig. 3. Parkings et commerces informels à l'Unité de voisinage 14, Ali Mendjeli.



Cliché : B. Benlakhlef, 2014.

- 15 L'activité informelle de gardiennage automobile est apparue dans les villes algériennes au début des années 1980 afin de faire face à la multiplication des vols à l'intérieur des véhicules, les voleurs s'intéressant aux autoradios ou à tout objet pouvant rapporter quelques dinars. Devant l'incurie des pouvoirs publics, le gardiennage privé s'est généralisé et il s'est auto-entretenu les voleurs se transformant, contre rémunération, en gardiens des véhicules antérieurement convoités. La police ne parvenant pas à assurer ses missions de maintien de l'ordre et de conservation des biens, la régulation s'est donc faite par « bricolage » social entre une demande de sécurité émanant des propriétaires de véhicules et une offre de protection proposée par d'anciens voleurs reconvertis. À Ali



Mendjeli comme ailleurs, les espaces de stationnement considérés comme sûrs par les uns et par les autres ont ainsi acquis une fonction rémunératrice et ont été appropriés par les individus les plus marginalisés (Bestandji, Laabi, 2004).

- 16 Un habitant de l'Unité de voisinage 14 (UV14) rapporte qu'aussitôt arrivé, un jeune homme choisit le parking qu'il va contrôler, alors même que les effets de sa famille n'ont pas encore été déchargés du camion qui les a transportés<sup>2</sup>. Dans cette même UV14, un affrontement entre deux jeunes gens pour le contrôle d'un parking s'est élargi aux habitants issus des deux bidonvilles de *Fedj Errih* et de *Djaballah*. Ces affrontements ont provoqué la mort d'une personne, faits de nombreux blessés, ont conduit à des dizaines d'arrestations et ont causé d'énormes dégâts matériels. Issus de l'exode rural, les habitants du bidonville *Fedj Errih* sont originaires de la commune de Beni Oualbane, située à 40 kilomètres de Constantine. Érigé à partir de 1953 *Fedj Errih*, avant d'être démoli, était l'un des plus anciens bidonvilles de Constantine. Situé sur les hauteurs de la cité Émir-Abdelkader (ex-Faubourg Lamy), il comprenait 880 baraques et s'étalait sur plus de trois hectares. Les habitants du bidonville *Djaballah* sont quant à eux issus du quartier populaire d'Oued El Had, une ancienne SAS (Section administrative spécialisée) datant de la colonisation. Le bidonville a été créé durant les années 1980 par des jeunes gens nés à proximité, dans l'objectif de postuler à un logement social. Avant leur éradication, ces deux bidonvilles étaient géographiquement séparés et leurs habitants n'entretenaient aucun contact. En les installant dans la même Unité de voisinage, les autorités chargées du relogement ont obligé ces deux populations potentiellement rivales à cohabiter, ce qui ne va pas sans tensions.
- 17 Contrairement aux adultes, les jeunes garçons issus des deux bidonvilles se connaissaient avant le relogement. Structurés en groupes rivaux, ils s'affrontent régulièrement lors des rencontres de l'équipe de football de Constantine, le *Club sportif de Constantine* (CSC). Connus sous le nom de *Sanafirs* [traduction arabe de *Schtroumpfs*], les supporters du CSC sont violents et ils pratiquent une sorte d'hooliganisme. Lors des matchs, les supporters issus des cités populaires et des bidonvilles se rendent au stade en bandes de vingt à trente en vue de provoquer les forces de l'ordre et de terroriser les passants. À l'intérieur du stade, les bandes délimitent un périmètre par exclusion violente et défient les « autres », considérés comme autant d'adversaires. Parmi ces bandes, les plus craintes sont celles de *Fedj Errih*, et d'Oued El Had, qui s'affrontent régulièrement. À la sortie du stade, quel que soit le résultat sportif de la rencontre, les bandes s'attaquent aux automobilistes et saccagent biens publics et privés sur leur passage. Ces violences sont devenues systématiques, à un point tel que, les jours de matchs, l'entreprise de transport urbain suspend la circulation des bus et du tramway, de peur que les véhicules ne soient endommagés.
- 18 L'unité de voisinage 8 a également connu des violences entre des bandes issues de Souika (médina de Constantine) et les anciens habitants du bidonville *New York* (Fig. 4).

Fig. 4. La presse fait état d'affrontements dans l'UV 8.

## ALI-MENDJELI (CONSTANTINE)

# Un assassinat, des affrontements et des arrestations

LES AGRESSIONS sont au quotidien, contre même des étudiants. La sécurité au niveau de cette région ne doit certainement pas impliquer uniquement la police qui manque d'effectif. Toute la société est concernée.

■ IKRAM GHILOUA

Rien ne va plus à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, les choses ont tourné à l'irréparable, dimanche dernier en début de soirée, quand d'autres affrontements ont éclaté cette fois entre les sinistres de Souika et le quartier dit New York, relégués au niveau de l'Unité de voisinage 8. Le calme a repris le dessus après l'intervention des forces de sécurité.

Cependant, les violences dramatiques ont repris quand une bande issue de Souika s'est approchée de l'un des habitants de New York, toujours au niveau de l'Unité de voisinage 8. L'altercation survenue s'est traduite par un assassinat, la victime étant âgée de 27 ans et répondant aux initiales de M. K. La violence a alors dépassé le seuil de ce qu'on peut qualifier de bataille rangée entre bandes rivales. Les deux gangs adverses ont usé de pierres, cocktails Molotov et barres de fer avec pour conséquences de nombreux blessés, de graves dégâts matériels et violation de domicile. Des écoles n'ont pas été épargnées, leurs vitres ont volé en éclats sous l'effet de jets de projectiles ; idem pour les véhicules de particuliers.

Ces affrontements d'une brutalité rare ont été enregistrés.



Bataille rangée entre bandes rivales

sés par des razzias des deux clans déchainés. Par quels termes peut-on qualifier cette montée de violence ? Pourquoi en ce moment précis, à quelques mois de l'élection présidentielle ? A qui profite cette situation chaotique ?

Pour beaucoup, cette rébellion se traduit par un comportement anti-système contre l'ordre

public et la loi. Certains clans occultes peuvent en tirer un profit politique et il est clair qu'on cherche à chauffer la rue et tous les prétextes sont autorisés !

Le drame enregistré le soir de dimanche dernier intervient quelques heures après les affrontements survenus au courant de ces trois derniers jours entre les deux bandes d'Abad El Had et

Fedj Errih, issues des bidonvilles et relégués au niveau de l'Unité de voisinage 14, comme rapporté dans notre édition d'hier.

L'intervention des forces de l'ordre bien mesurée a permis un retour au calme, surtout que pour des raisons sensées, aucune arrestation n'a été effectuée, contrairement à dimanche soir où les forces de l'ordre ont été

obligées d'agir plus sévèrement en procédant à des inculpations, dans le cadre de l'enquête déclenchée pour identifier le ou les assassins du jeune M.K. ayant reçu des coups de couteau fatals. Le nombre des personnes arrêtées n'a pu être communiqué jusqu'à l'heure où nous mettons sous presse.

Rien n'était rassurant hier, l'atmosphère qui sévissait dominait la chair de poule, et l'on déduit facilement que le pire est à craindre, malgré la présence des services de sécurité qui, par mesure de précaution observent le silence. La nouvelle ville Ali-Mendjeli, une grande cité dortoir où l'on a rassemblé tous les sinistres des habitats précaires et des bidonvilles, a toujours été le théâtre de violences, pour ne citer que l'exemple des deux petits enfants Ibrahim et Haroun, enlevés près de chez eux, séquestrés durant trois jours, abusés et tués par deux repris de justice. Les agressions sont au quotidien, contre même des étudiants. La sécurité au niveau de cette région ne doit certainement pas impliquer uniquement la police qui manque d'effectif.

Toute la société est concernée pense-t-on les plus sages, c'est également l'affaire des autorités locales et les élus souvent indifférents aux maux de la société.

I. G.

Ikram Ghioua, L'Expression, 14 janvier 2014

Source : L'Expression, 14/01/2014.

- 19 Nourries par le traumatisme du relogement familial, le hooliganisme sportif, le développement ou la poursuite des activités informelles, ces violences ont des causes complexes qui rendent leur éradication difficile. Des entretiens menés auprès d'habitants de l'UV14<sup>3</sup> ont révélé que les « jeunes » étaient régulièrement considérés comme responsables, sans que cette catégorie générationnelle soit définie avec davantage de précision. Au travers de cette dénomination floue, il semble toutefois que les cadres usuels de la régulation sociale, qui passent ordinairement par les familles et les personnes plus âgées, ne soient plus suffisamment efficaces pour ramener la tranquillité, assortie d'un usage pacifié de l'espace public.

## La communauté : une solution pour régler les conflits ?

- 20 Mineurs jusqu'en janvier 2014, les affrontements ont pris de l'ampleur lorsqu'un jeune homme originaire de Fedj Errih est mort en chutant du haut d'un bâtiment au cours d'une bagarre opposant les habitants originaires de ce bidonville à ceux de Djaballah. Jets de pierre, frondes, cocktails Molotov ont été utilisés au cours d'affrontements qui s'apparentaient à des émeutes urbaines et devant lesquelles les forces de l'ordre sont restées impuissantes. Ces affrontements nocturnes, outre le décès mentionné, ont fait plusieurs blessés et ont causé d'importants dégâts matériels. Les personnes interrogées peu après ces événements font état de leur stupéfaction : elles souhaitent quitter l'UV14 mais ne savent pas où chercher un autre logement. La presse locale relève toutefois que certaines familles ont quitté le quartier et sont allés se réfugier chez des proches. Les autres se terrant chez eux, attendant que cessent les violences.

- 21 Au début de l'année 2014, l'UV14 a été bouclée par la police et elle ressemblait à une zone de combat où il était risqué d'entrer et de sortir (Fig. 5). Les quartiers avoisinants, notamment les UV2, 4 et 13, en partie peuplés d'habitants issus du Bardo, de Djenan Tchina et de l'Avenue de Roumanie, n'ont pas été épargnés par les violences, les résidents y subissant des agressions de la part de jeunes gens de l'UV14. Cambriolages, casses de boutiques et de voitures constituaient le quotidien, contraignant certains commerçants à interrompre leur activité. Au cours de nos enquêtes, certains habitants ont affirmé que beaucoup de locaux commerciaux avaient été mis en vente à partir du début des violences mais qu'ils ne trouvaient pas preneur. D'autres ont rapporté qu'ils ne sortaient pas de chez eux avant cinq heures du matin, de peur d'être agressés<sup>4</sup>.
- 22 Le premier conflit de voisinage impliquant d'ex-habitants des quartiers de Bardo, Djenan Tchina et Avenue de Roumanie a failli tourner au drame. Il s'est produit entre des jeunes gens et un gardien de chantier, à propos d'une affaire de tapage nocturne. Une bagarre s'est déclenchée, qui s'est terminée par des blessures sérieuses pour le gardien. L'affaire aurait pris une dimension plus grave si les « vieux » du quartier n'étaient pas intervenus pour arranger les choses avec la famille et les voisins du gardien, ainsi que le veulent les usages traditionnels. Autour d'un café, les deux groupes sont tombés d'accord sur le montant des indemnités en nature à verser à la famille de la victime. En contrepartie, ce dernier a renoncé à porter plainte.
- 23 L'origine géographique des nouveaux habitants d'Ali Mendjeli aide à comprendre les territorialités concurrentes qui se construisent dans la ville nouvelle. Le relogement de populations issues du même bidonville dans un espace quasi clos renforce les solidarités préexistantes. Ces solidarités ont particulièrement fonctionné alors que la communauté se sentait menacée par un danger extérieur, par ailleurs plus fantasmé que réel. Expérimentée par les *Sanafirs* dans les tribunes du stade de Constantine, la territorialité martiale des hooligans est devenue une pratique identitaire reprise par l'ensemble des classes d'âge issues des bidonvilles. Chasser l'autre, reconstituer un territoire en compensation de celui perdu dans le bidonville, le défendre contre de prétendus agresseurs, en tirer des ressources monétaires par le développement d'activités aux marges du licite sont ainsi devenues des *mythes*, soient un « ...jeu intéressant de cache-cache entre le sens et la forme » (Barthes, 1957, 203), une collection de figures performatives permettant de renforcer la cohésion du groupe et l'étendre à l'ensemble des familles ou des générations<sup>5</sup>. Mythe géographique, le territoire de l'Unité de voisinage remplace celui du bidonville pour incarner l'identité et les solidarités à opposer aux agressions supposées (Stébé, Marchal, 2009). Dans des groupes encore marquées par des habitudes rurales, ces identifications fonctionnent de manière efficace car chaque individu préfère se réfugier derrière la communauté dont il est issu plutôt que développer des pratiques citoyennes autonomes de construction de l'espace public.
- 24 La ville nouvelle d'Ali Mendjeli est caractérisée par une forte proximité physique entre anciens habitants des bidonvilles et catégories moyennes qui accèdent à la propriété dans des immeubles voisins. Pourtant, la distance sociale qui sépare ces groupes sociaux est considérable (Chamboredon, Lemaire, 1970). Les habitants issus des bidonvilles sont supposés subsister grâce à des activités illicites et, de ce fait, ils ne sont guère fréquentables. Stigmatisés a priori, ils sont rejetés et craints par les habitants des autres quartiers. Symétriquement, les « bidonvillois » pratiquent l'exclusion physique des « autres », ils s'approprient des espaces publics dont ils se sentent propriétaires et

proposent des « services » qui, tels le gardiennage automobile, s'apparentent à du racket à peine dissimulé.

- 25 Par l'intermédiaire du *wali* (préfet), les pouvoirs publics tentent d'apaiser les tensions en amenant les protagonistes à se concerter. Plusieurs rencontres ont été organisées avec des représentants choisis parmi les habitants, sans succès jusqu'ici, les hostilités cessant quelques semaines avant de reprendre à la moindre provocation. Le président de l'Assemblée populaire communale d'El-Khroub (maire), dont dépend la nouvelle ville, s'est quant à lui associé à un groupe d'imams afin de ramener ses administrés à la raison (Fig. 5). Ses tentatives ont également échoué. Depuis la création de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, c'est le *wali* de Constantine et ses services qui décident de la construction des logements et de leurs attributions, comme ils décident de la réalisation des équipements et des infrastructures. De ce fait, aucune autorité politique n'est présente sur place, qu'il s'agisse de l'État ou des élus locaux. Au déficit d'urbanité, aux traumatismes liés au relogement s'ajoute donc une absence totale d'encadrement politique, insuffisamment compensée par des services urbains qui fonctionnent de manière plutôt satisfaisante. Pour rassurer les populations, quelques postes de police ont été installés mais cette mesure est loin d'être à la hauteur d'enjeux autrement plus cruciaux (Fig. 5).

Fig. 5. Les violences urbaines de janvier 2014 vues par la presse.



Source : *Le Quotidien d'Oran*, 30/11/2014, 13/01/2014 & 20/2/2014.

## Conclusion

- 26 Depuis le début des années 2000, utilisant les bénéfices générés par la vente des hydrocarbures, l'État algérien s'est engagé dans une ambitieuse politique de construction de logements afin de pallier des manques criants. Comme pour le programme ZHUN

(Zones d'habitat urbain nouvelles) des années 1970, l'investissement s'est concentré dans les périphéries des villes. Mais, contrairement aux ZHUN exclusivement consacrées à la fonction résidentielle, la volonté a été de promouvoir un « effet ville » en développant les rues commerçantes, les passages piétonniers, l'animation, la densité urbaine (Côte, 2006, 51). Proposant des typologies de logements variées et diverses formules locatives ou d'accession à la propriété, les « nouvelles villes » ont eu pour objectif de mêler des catégories sociales variées. Cette politique s'est également préoccupée de mixité fonctionnelle, ajoutant aux ensembles de logements des infrastructures ainsi que des équipements collectifs privés ou publics (établissements scolaires, universités, hôpitaux, centres commerciaux, etc.). Enfin, l'urbanisation des périphéries s'est accompagnée d'une réflexion sur les centres anciens, en termes de modernisation et de résorption de l'habitat insalubre.

- 27 Impressionnante sur le plan quantitatif, cette politique montre toutefois de nombreuses limites en matière qualitative. L'indispensable accompagnement social pour aider des ménages défavorisés à changer de lieux de résidence et de modes de vie n'a jamais été envisagé, pas plus que des anticipations n'ont été faites sur les usages de ces nouvelles périphéries urbaines. Faute d'avoir prévenu ces difficultés, les pouvoirs publics algériens se trouvent confrontés à un « problème des banlieues » qui, à certains égards, présente des similitudes avec la situation française.
- 28 Sur le terrain local, les enquêtes menées à Ali Mendjeli montrent que les tensions sociales se matérialisent prioritairement dans les usages conflictuels de l'espace public. Dans un contexte d'hostilité et de concurrence entre des communautés de voisinage qui peinent à vivre ensemble, la fonction de l'espace public se renverse. Censé contribuer à la construction collective, il se transforme en micro-territoires fractionnés et rivaux, délimités par des groupes qui entendent en faire un usage exclusif, si besoin en usant de la force. Outre les ressources qu'ils procurent en matière de capital identitaire, ces micro-territoires peuvent également apporter des profits financiers pour ceux qui les transforment en marchés informels ou en aires de stationnement payantes. Portées par des jeunes aguerris par le hooliganisme sportif, ce « capital guerrier » (Sauvadet, 2006) s'est diffusé au sein des familles et des générations, rendant inefficaces les régulations habituellement portées par les autorités publiques, les responsables religieux ou les hommes âgés. Instaurant un climat de violence sourde qui, parfois, dégénère en affrontements entre bandes rivales ou en nuits d'émeutes, le mythe géographique du territoire à défendre provoque de gros dégâts humains et matériels dans certaines Unités de voisinage de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Ballout J.-M., 2014, *Territorialisation par « ville nouvelle » au Maghreb. Regard croisé sur les projets d'Ali Mendjeli (Constantine) et de Tamansourt (Marrakech)*, Thèse de doctorat en géographie et aménagement de l'espace, sous la dir. de J.-M., Miossec, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Barthes R., 1970 [1957], *Mythologies*. Paris, Seuil, coll. « Points ».



- Benlakhlef B., Bergel P., 2013, « Qui se soucie des habitants ? Modernisation urbaine et délogements de quartiers informels. Le cas de Constantine (Algérie) 2008-2011 », p. 197-218, in Auclair E., Bertucci M.-M., Bergel P., Desponds D. (dir.), *Les Habitants acteurs de la rénovation urbaine ?* Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Benlakhlef B., 2014, « L'impossible partage ? Nouvelle ville, nouvelles vies à Ali Mendjeli (Constantine, Algérie) », communication au Colloque international *L'espace en partage*, organisé par l'UMR ESO, Rennes, 9-11 avril 2014.
- Bestandji S., Labii B., 2010, « Le gardiennage de parking de nuit à Ain Smara. Appropriation et territorialisation, vers un urbanisme d'usage », *Revue Sciences & Technologie*, n° 31, p. 63-70.
- Boussouf R., 2006, « Constantine : d'une ville attractive à une ville répulsive », Université de Constantine, laboratoire d'Aménagement du territoire. En ligne : <https://constantinadz.files.wordpress.com/2013/12/boussouf-22.pdf> [consulté le 21/04/2016].
- Chamboredon J.-C., Lemaire M., 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n° 1, p. 1-33.
- Côte M., 2006, *Constantine. Cité antique et ville nouvelle*, Constantine, Média Plus.
- Foura M., Foura Y., 2005, « Ville nouvelle ou ZHUN à grande échelle ? L'exemple d'Ali Mendjeli à Constantine », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 98, p. 122-126.
- Kerdoud N., 2012, *Nouvelles centralités commerciales périphériques et recompositions territoriales. L'exemple de l'est algérien*, Thèse de doctorat en géographie humaine, sous la dir. de R. Héryn, Université de Caen Basse-Normandie.
- Lakehal A., 2013, *La fabrication plurielle de centralités dans la périphérie de Constantine : le cas de la Ville nouvelle Ali Mendjeli*, Thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de P. Signoles. Université François-Rabelais, Tours.
- Makhloufi L., 2005, « La ville nouvelle de Constantine. Entre procédures participatives et démocratie représentative ». En ligne : <http://www.unil.ch/files/live/sites/ouvdd/files/shared/Colloque%202005/Communications/B%29%20Gouvernance/B3/L.%20Makhloufi.pdf> [consulté le 21/04/2016].
- Mebirouk H., Zeghiche A., Boukhemis K., 2005, « Appropriations de l'espace public dans les ensembles de logements collectifs, forme d'adaptabilité ou contournement de normes ? Cas des ZHUN d'Annaba », *Norois*, n° 195, 2005/2. En ligne : <http://norois.revues.org/513> [07/08/2008 ; consulté le 21/04/2016].
- Meghraoui-Chougiat N., 2006, *Quel habitat pour l'Algérie ? La nouvelle ville de Constantine*, Constantine, Média Plus.
- Naït Amar N., 2013, « Constantine et la nouvelle ville d'Ali Mendjeli : un nouveau pôle sans repères », *Urbanités*. En ligne : <http://www.revue-urbanites.fr/chroniques-constantine-et-la-ville-nouvelle-dali-mendjeli-un-nouveau-pole-sans-reperes/> [13/09/2013 ; consulté le 21/04/2016].
- Semmoud B., 2009, « Appropriations et usages des espaces urbains en Algérie du Nord », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 53, n° 148, p. 101-118.
- Sauvadet T., 2006, *Le Capital guerrier. Concurrences et solidarités entre jeunes de cité*, Paris, A. Colin.
- Stébé J.-M., Marchal H., 2009, *Mythologie des cités-ghettos*, Paris, Le Cavalier Bleu.



## NOTES

1. Le « million de logement » est un slogan qui date des années 2000. Depuis, l'addition des programmes semble indiquer que ce nombre a été dépassé. En 2016, les dernières statistiques fournies par le gouvernement indiquent que plus de deux millions d'unités ont été réalisées depuis 2000, tous segments confondus : social, promotionnel, urbain, rural (Déclaration du ministre de l'habitat à la presse en 2015).
  2. Entretien réalisé le 24/03/2014 avec un habitant nouvellement arrivé à Ali Mendjeli et originaire du bidonville d'Oued El Had.
  3. Entretiens menés en mars 2014 auprès d'un jeune homme ayant habité le bidonville de Oued El Had et d'un ancien habitant du bidonville de Fedj Errih.
  4. Entretiens réalisés en mars 2014 auprès d'anciens habitants de Bardo.
  5. Le propos ébauché ci-dessus, s'inspire de l'essai proposé par R. Barthes dans la deuxième partie de *Mythologies* (éd. de 1970 : « Le mythe, aujourd'hui », p. 191-247).
- 

## RÉSUMÉS

Dans l'agglomération de Constantine, la nouvelle ville d'Ali Mendjeli reçoit un nombre important de ménages délogés des quartiers précaires qui ceinturaient le centre historique. Attribuant à ces ménages des logements modernes et confortables, les autorités ont estimé inutile d'organiser l'accompagnement social des populations déplacées alors que les délogements avaient provoqué des protestations. Depuis le début de l'année 2014, certaines des unités de voisinage d'Ali Mendjeli sont affectées par des violences, qui prennent parfois un tour dramatique. Ces dernières mettent aux prises des groupes de jeunes gens issus de différents quartiers démolis. Rivalités entre supporters du club de football local, concurrences économiques pour le contrôle des zones de parkings informels constituent les causes principales de ces rivalités. Dans les deux cas, les espaces publics apparaissent comme un enjeu dans le rapport de force en même temps qu'ils constituent une scène pour les affrontements. Les populations plus âgées, censées incarner une autorité sur les plus jeunes, ne parviennent pas à apaiser les esprits, pas plus que les autorités officielles. De ce fait, la violence s'installe, particulièrement dans certains secteurs de la ville nouvelle qui ont accueilli de forts contingents d'habitants provenant des quartiers les plus précaires. Ces tensions rendent difficile la vie de l'ensemble des populations de la ville nouvelle d'Ali Mendjeli, principalement les commerçants.

Inside the great Constantina, a new part of the city called Ali Mendjeli receive a large number of families removed from sensitive or informal housings which roped off the historic center. Public authorities give to those families new and comfortable apartments. Consequently, they consider that social support is unnecessary while those forced relocations have been accompanied by tensions and protests when informal housings were brutally destroyed. Since the beginning of 2014, some parts of Ali Mendjeli are affected by violence which takes sometimes a shocking turn. Those violent periods concern groups of young men recently resettled in Ali Mendjeli with their families and coming from different informal areas which have been destroyed. Violence is caused by competition between football supporters or to take control of informal car park zones. In

those cases, local public places look like issues for the balance of power between those different groups. They also appear like a scene for the battle. Elder population, supposed to embody a traditional power on younger, can't ease the most troubled spirits, no more than official representatives. Consequently, violence is growing up into certain parts of Ali Mendjeli, which making it hard to maintain ordinary city life and business activity.

## INDEX

**Mots-clés** : Constantine, Ali Mendjeli, espace public, relogement des populations défavorisées

**Keywords** : Constantina, Ali Mendjeli, Public Places, Informal Housing, Removal

## AUTEURS

BRAHIM BENLAKHLEF

PIERRE BERGEL